



L'UE introduit la peine capitale contre la Russie

Par [Olivier Renault](#)

Mondialisation.ca, 05 mars 2022

[Observateur continental](#)

Région : [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Guerre](#)

[USA OTAN](#)

Analyses: [Crise en Ukraine](#), [Crise en](#)

[Ukraine](#), [UKRAINE](#)

L'UE adopte un troisième paquet de sanctions en lien avec les hostilités en Ukraine. L'Occident se rapproche progressivement de l'application du maximum de sanctions possibles contre la Fédération de Russie.

L'UE, les Etats-Unis, le Royaume-Uni et le Canada ont eu recours à l'arme financière la plus puissante et la plus rarement utilisée. Ils déconnectent la Russie de SWIFT. Cette mesure, en particulier, est énoncée dans le troisième paquet de sanctions contre la Fédération de Russie qui a été préparé par l'UE et le G7, un club qui réunit le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie, le Canada, la France, le Japon et les Etats-Unis.

Dimanche, le haut représentant de l'UE pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, a [convoqué](#) une réunion d'urgence du Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'UE. Cette instance est appelée à introduire des sanctions au nom de l'UE. «Le but est de convenir de mesures concrètes: couper la Russie de SWIFT et livrer du matériel létal à l'Ukraine», a annoncé Josep Borrell. Une réunion des ministres des Affaires étrangères du G7 a également été convoquée. Le troisième train de sanctions contre la Fédération de Russie a été adopté.

Dans la nuit de samedi à dimanche, les dirigeants de l'UE, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, du Royaume-Uni, du Canada et des Etats-Unis se sont mis d'accord sur le principe.

«Nous avons encore plus isolé la Russie du système financier international ce matin [lundi 28 février]. En collaboration avec nos partenaires et le G7, nous sommes déterminés à imposer les mesures économiques les plus sévères possibles contre le président Poutine pour son odieuse campagne contre l'Ukraine. Poutine doit échouer», a [tweeté](#) Boris Johnson.

Il y a quatre points dans leur déclaration commune. Le premier est la déconnexion de certaines banques russes du système d'échange d'informations financières SWIFT. «D'importantes banques russes seront bannies du système SWIFT. Nous allons également interdire la transaction de la banque centrale de Russie et geler tous les avoirs. Empêcher de financer la guerre de Poutine. Et nous ciblerons tous les actifs des oligarques russes. Nous continuons à coordonner étroitement avec des partenaires partout dans le monde», a [déclaré](#) la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen dans un communiqué.

Le but est de déconnecter les banques russes du système financier international et nuire à leur capacité à opérer à l'échelle mondiale. Une liste spécifique de ceux inclus dans la liste noire correspondante sera publiée ultérieurement. Il devrait inclure des banques contre

lesquelles des sanctions occidentales ont déjà été introduites.

Cette mesure n'est pas exactement ce qui était attendu en Ukraine et redouté en Russie. Pourtant, nous ne parlons pas de la déconnexion complète de la Fédération de Russie de SWIFT. Peut-être que même les plus grandes entreprises russes, comme Gazprom, ne souffriront pas. Après tout, il leur suffit d'utiliser les services d'une autre banque qui ne figure pas sur la liste noire. Néanmoins, le fait même qu'un pays représentant 2% du PIB mondial soit coupé de SWIFT est révélateur d'une nouvelle dimension politique. Auparavant, seules les petites économies comme la Corée du Nord et l'Iran étaient déconnectées du système.

Le deuxième paragraphe de la déclaration contenait un engagement pour introduire des mesures restrictives qui empêcheront la Banque centrale de Russie d'utiliser ses réserves internationales d'une manière à répondre aux sanctions. Les réserves de la Banque centrale s'élèvent à environ 640 milliards de dollars, dont plus de 200 milliards sont en or, en yuan chinois ou en monnaie fiduciaire. Ces réserves ne peuvent pas être gelées car elle ne sont certainement pas stockées dans les banques centrales occidentales. Ainsi, les dommages causés à l'économie russe peuvent être importants - à condition que l'Occident utilise pleinement les opportunités disponibles en ce qui concerne les réserves de change russes.

Les troisième et quatrième points sont également remarquables. Elles concernent des mesures visant à limiter l'accès à la citoyenneté par les soi-disant «passeports dorés» et à la création d'une «task force transatlantique» qui recherchera spécifiquement les avoirs des individus et des organisations faisant l'objet de sanctions. Des mesures similaires ont déjà été introduites par un certain nombre de gouvernements nationaux. Par exemple, l'examen des documents des Russes pour les «passeports dorés» a été suspendu par le Portugal, comme l'a déclaré le chef du ministère portugais des Affaires étrangères Augusto Santos Silva. Cependant, Ana Gomes, ancienne députée socialiste du Portugal, a [déclaré](#) : «Au Portugal, il n'y a aucun moyen de savoir qui sont les personnes qui ont un visa doré, contrairement à Chypre et à Malte».

En ce qui concerne la recherche de contrevenants aux sanctions et d'échappatoires pour les contourner, le Royaume-Uni est le plus actif, où, sous les auspices du ministère des Affaires étrangères, un groupe de travail correspondant est en train d'opérer, qui coordonne étroitement son travail avec les Etats-Unis.

Des mesures visant à renforcer la lutte commune contre les «formes de guerre hybride» sont également présentées pour la réunion des ministres des affaires étrangères du G7 et de l'UE. Le président français, Emmanuel Macron, au Conseil de sécurité de son pays, a en juger par un bref message de l'Elysée, a [annoncé](#) : «Nous intensifierons notre coordination contre la désinformation et d'autres formes de guerre hybride» «des mesures pour lutter contre la propagande des agents d'influence et des médias russes sur le sol européen».

Apparemment, ils n'affecteront pas seulement les branches locales des médias d'Etat russes. En France, Marine Le Pen pourrait être attaquée. Les opposants l'ont qualifiée d' «agent d'influence» de Vladimir Poutine depuis plus d'un an. Elle peut éviter les amendes et les interdictions, car elle a fermement condamné les actions russes en Ukraine. Elle a condamné «sans ambiguïté» le «lancement d'une opération militaire contre l'Ukraine par la Russie qui rompt l'équilibre de la paix en Europe». Elle a [appelé](#) la France à prendre l'initiative d'une réunion diplomatique, «sous l'égide de l'Onu», avec les Etats-Unis, la

Russie, l'Ukraine, l'Allemagne, le Royaume-Uni ainsi que la Pologne, la Roumanie, la Hongrie et la Slovaquie.

Soit dit en passant, en fait, presque tous les «amis européens de Poutine», comme on les appelle dans les médias européens, ont dit la même chose, en particulier le chef du parti de la Ligue italienne Matteo Salvini, l'AfD en Allemagne, ou le Fidesz de Viktor Orbán.

Les politiciens européens préparent l'opinion publique aux pertes que subiront inévitablement les économies de leurs pays. Le même Emmanuel Macron, lors d'une réunion avec des agriculteurs, lors du Salon de l'agriculture à Paris, les a exhortés à [se préparer](#) au fait que les entreprises françaises vont souffrir. Mais, comme le président français l'a souligné, il n'y a pas d'autre issue. Dans le même temps, lui et ses collègues européens exhortent leurs citoyens à se préparer au fait que cette situation va durer longtemps.

En fait, la plupart des sanctions n'auront un effet qu'au printemps. Cependant, ces mesures risquent d'avoir plus tôt des répercussions sur l'économie russe. En effet, selon le média *Huanqiu*, Taipei a [cessé](#) ce dimanche d'envoyer des semi-conducteurs vers la Russie. Les Etats-Unis ont annoncé l'interdiction d'exporter des produits de haute technologie vers la Russie, et les autorités du Parti démocrate progressiste de Taiwan ont immédiatement suivi. Et, la création de la production de semi-conducteurs en Russie n'a été incluse qu'il y a deux ans dans la «Stratégie pour le développement de l'industrie radioélectronique jusqu'en 2030» du ministère de l'Industrie et du Commerce. En conséquence, il sera très difficile, voire impossible, de remplacer les approvisionnements étrangers de la Russie dans un proche avenir.

Olivier Renault

La source originale de cet article est [Observateur continental](#)
Copyright © [Olivier Renault](#), [Observateur continental](#), 2022

Articles Par : [Olivier Renault](#)

A propos :

Olivier Renault, journaliste. Il travaillé, entre autres, pour RUE89, Die Junge Freiheit, des sociétés de production à Berlin et Hambourg pour la télévision allemande...

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca